

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 mars 2022

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
80	65	10

N° de séance : 11

Objet de la délibération : IRVE -
Renouvellement du marché - Convention
de mandat de gestion de recettes 2022-
2026

N° d'enregistrement : CC.2022.032

Date de convocation :
15 mars 2022

Date d'affichage
06 AVR. 2022

Date de réception en s/Préfecture

30 MARS 2022

Le Président certifie sous sa
responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet
d'un recours devant le Tribunal
Administratif de Nice dans un délai de
deux mois à compter de sa notification
ou de sa publication, soit par voie
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039
06050 Nice Cedex 1, soit par voie
électronique à partir de l'application «
Télérécours citoyens » accessible sur le
site de téléprocédures
<http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 21 mars 2022 à 16H00, le Conseil
Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles
L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités
Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré -
Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de mars,
sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Pierre DERMIT, Jean-
Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel
DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI,
Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert
HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul
ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle
MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique
GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS,
Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER,
Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie
ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY,
Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA,
Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS,
Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Marc BORIOSI, Marie
OZENDA, Aline ABRAVANEL, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Alain
BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Joseph CESARO à Elisabeth DEBORDE, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Marie-
Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, François ZEMA à Aline ABRAVANEL,
Serge AMAR à Eric DUPLAY, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Olivia
LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Hassan EL JAZOULI à Yves DAHAN,
Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Catherine LANZA

ABSENTS :

Christophe ETORE, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Khéra
BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres
en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du
Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été
désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LOMBARDO,

Depuis 2018, dans le cadre du Plan Climat Air Energie Ouest 06, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA), la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et la Communauté d'Agglomération Cannes - Pays de Lérins (CACPL) déploient un réseau d'infrastructures de recharge pour accompagner et faciliter le développement des véhicules électriques et hybrides sur le territoire.

Ce déploiement harmonisé à l'échelle de l'Ouest 06 a pour but de faciliter la mobilité électrique sur le bassin de vie, de répondre aux enjeux de qualité de l'air, de réduction des émissions des gaz à effet de serre du plan de protection de l'atmosphère des Alpes Maritimes et de participer à l'attractivité du territoire. En 2021, deux nouveaux territoires ont souhaité intégrer le réseau WiiiZ : Estérel Côte d'Azur Agglomération (ECAA) et la Communauté de Communes Alpes d'Azur (CCAA).

Afin d'assurer la cohérence du projet et d'optimiser les coûts, un groupement de commandes a été constitué entre la CAPG, la CACPL, la CASA, la CCAA et ECAA, dont l'objet est la mise en œuvre des procédures de marchés publics/accords-cadres relatives à la fourniture, la pose, la maintenance et l'exploitation des IRVE.

Déjà constitué de 137 bornes, le réseau WiiiZ sera renforcé de 140 bornes dans les 4 prochaines années.

De plus, associé à l'installation de ces bornes, un service de recharge est développé : le service WiiiZ.

Il permet aux usagers de s'abonner et d'utiliser les bornes de l'Ouest 06 à un tarif préférentiel.

Les propriétaires de véhicules électriques ou hybrides rechargeables peuvent donc se charger sous 3 statuts : Abonnés WiiiZ, utilisateurs primo-accédant ou abonnés d'autres services de charge.

Dans le cadre du groupement de commande entre la CAPG, la CACPL, la CASA, la CCAA et ECAA l'exploitation des bornes et du service de recharge WiiiZ est confiée à IZIVIA pour 4 ans.

Les cinq EPCI ont choisi de nommer IZIVIA mandataire pour encaisser les recettes issues des charges effectuées sur les bornes du réseau WiiiZ. IZIVIA devra donc, après encaissement des recettes, les reverser à chaque EPCI en fonction des recharges faites sur chaque territoire.

Afin de permettre la gestion des recettes par IZIVIA, une convention de mandat de gestion de recettes désignant IZIVIA comme mandataire pour l'encaissement des recettes est établie.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de mandat de gestion de recettes désignant IZIVIA comme mandataire pour l'encaissement des recettes du réseau de bornes de recharge WiiiZ, jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à mettre en œuvre la présente délibération, ainsi qu'à signer tous les actes et documents relatifs à son application.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention de mandat de gestion de recettes désignant IZIVIA comme mandataire pour l'encaissement des recettes du réseau de bornes de recharge WiiiZ, jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à mettre en œuvre la présente délibération, ainsi qu'à signer tous les actes et documents relatifs à son application.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 MARS 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



CONVENTION DE MANDAT DE RECETTES RELATIVES A LA GESTION MONETIQUE DU RESEAU IRVE SUR L'OUEST DES ALPES MARITIMES ET LE SUD DU VAR

Dans le cadre du marché de fourniture conclu par le groupement de commandes constitué entre

La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.)

La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse (C.A.P.G.)

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.)

La Communauté de Communes Alpes d'Azur (C.C.A.A)

La Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération (E.C.A.A)

Coordonnateur du Groupement

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

57 avenue Pierre Sépard

06130 GRASSE

Tel : 04.97.05.22.00

Entre :

IZIVIA, Société Anonyme au capital de 3 197 568 euros, dont le siège social est sis Immeuble Colisée – La Défense, 8 avenue de l'Arche - 92400 COURBEVOIE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 419 070 180, dûment habilitée à cet effet,

Représentée par Christelle VIVES, en sa qualité de Directrice Générale dûment habilitée, désignée dans les présentes par le « **Mandataire de gestion** »,

Et :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean LEONETTI, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, désignée dans les présentes par le « **Mandant** »,

Désignées dans les présentes individuellement ou ensemble la/les « **Partie(s)** ».

PREAMBULE

Un groupement de commandes pour le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE) sur l'Ouest des Alpes Maritimes et le sud du Var a été constitué.

Il est composé de :

La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse (C.A.P.G.).

La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.),

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A),

La Communauté de Communes Alpes d'Azur (C.C.A.A)

La Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération (E.C.A.A)

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.), est le coordonnateur de ce groupement de commandes, chargée de mettre en œuvre les procédures de marchés publics et les éventuelles modifications au contrat et de les notifier au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Chaque membre du groupement émet les bons de commandes, paie directement le titulaire et s'assure de la bonne exécution du contrat pour ce qui le concerne.

Ce groupement de commandes permet à chacun de ses membres de disposer d'un parc de bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables dont ils ont la propriété. Dans le cadre de l'utilisation de ces bornes et de ces points de charge, un service de charge avec un système d'accès et de paiement est mis en place.

Dans le cadre du marché passé, il est prévu que l'attributaire dudit marché soit chargé notamment de :

- La gestion des accès ;
- L'émission et l'envoi des avis des sommes à payer aux usagers du service ;
- La gestion de la collecte auprès des usagers du service des recettes relatives au service de charge dédié aux véhicules électriques et abonnements associés ;
- Dans le cadre de l'itinérance entrante, l'émission et l'envoi aux opérateurs de mobilité concernés des avis des sommes à payer au titre de l'utilisation du service de charge par leurs clients, ainsi que la gestion de la collecte auprès de ces opérateurs des recettes correspondantes ;
- Les dépôts et l'encaissement de subventions, telles que les primes ADVENIR et le reversement aux collectivités

D'autre part, les collectivités membres du groupement de commandes ont décidé de réunir l'ensemble de leurs infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE) en créant un réseau dénommé *WiiiZ* dont la CASA, la CAPG, la CACPL et la CCAA sont toutes propriétaires à concurrence des installations situées sur leur territoire. A cette fin, elles ont déposé cette marque le 24 janvier 2018 auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI). De plus, les EPCI ont convenus d'un tarif unique et de conditions d'utilisation communes à l'ensemble de ce réseau.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente convention de mandat de recettes, conclue à titre onéreux, soumise aux dispositions du Code des Marchés Publics pour sa passation et son exécution, ainsi qu'au Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et **notamment aux dispositions des articles L1611-7-1, D1611-16 à D1611-26, D1611-32-1 à D1611-32-9 issus du décret n°2015-1670 du 14 décembre 2015.**

Elle est conclue entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ci-après désignée « **Le Mandant** » et le prestataire chargé de la gestion financière et monétique du marché public cité précédemment, titulaire dudit marché public, la société IZIVIA, ci-après désignée « **Le Mandataire de gestion** ».

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Opérateur de mobilité électrique : opérateur, public ou privé, exploitant des bornes de recharge électrique.

Interopérabilité : Démarche initiée au niveau communautaire (voir, notamment, la directive européenne du 22 octobre 2014 sur les carburants alternatifs) et reprise au niveau national (article L. 2224-37 du CGCT), visant à garantir aux conducteurs de véhicules électriques ou hybrides, la possibilité de brancher leur véhicule sur tout type d'infrastructure de recharge accessible au public

Itinérance de la recharge : Faculté pour l'utilisateur, titulaire ou non d'un contrat ou d'un abonnement avec un opérateur de mobilité, d'utiliser les réseaux de recharge de différents opérateurs d'infrastructures de recharge de façon transparente, c'est à dire sans inscription préalable auprès de l'opérateur exploitant le réseau dont il utilise ponctuellement le service de recharge, soit en ayant accès à la recharge et au paiement du service par l'intermédiaire d'un opérateur de mobilité avec lequel il a un contrat ou un abonnement, soit en ayant accès à la recharge et au paiement du service directement auprès de l'opérateur de l'infrastructure à laquelle il recharge son véhicule.

Itinérance entrante : Situation dans laquelle un abonné d'un service de recharge autre que celui de WiiiZ utilise le réseau d'infrastructure de charge.

Itinérance sortante : Situation dans laquelle un abonné du service de WiiiZ utilise le réseau de recharge d'un autre opérateur de mobilité.

Client : utilisateurs abonnés aux services.

Client anonyme : utilisateur ne disposant pas d'un abonnement auprès d'un opérateur de mobilité ou bien disposant d'un abonnement auprès d'un opérateur de mobilité avec lequel aucune convention d'itinérance n'a été passée. Il accède au service de recharge de WiiiZ au moyen d'une application sur smartphone qui permet son identification et le paiement du service qui lui est fourni.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONVENTION

En application des articles L1611-7-1, D1611-16 à D1611-26, D1611-32-1 à D1611-32-9 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), Le Mandant donne mandat au Mandataire de gestion pour encaisser, en son nom et pour son compte les Recettes et le cas échéant les Abonnements, conformément à l'article 7 de la présente convention, générés par l'exploitation du réseau de Bornes de recharge de véhicules électriques dénommé WiiiZ.

Le présent mandat se rattache au marché n°2021_439 « Déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE) » notifié le 17 décembre 2021.

Le Mandataire de gestion agira au nom et pour le compte dans les conditions définies au présent mandat. À ce titre, le Mandataire de gestion est notamment chargé d'appliquer la tarification mise en place par Le Mandant, selon la politique tarifaire définie par ce dernier.

Il est convenu entre les Parties que toute modification de l'objet et de ses modalités donnera lieu à la signature d'un avenant entre les Parties.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La Convention est conclue pour une durée commençant à courir au jour de sa signature par les deux Parties jusqu'à 90 jours après expiration de l'accord cadre.

En effet, le marché de fourniture, d'installation et de mise en service de bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables, de mise en place d'un système de supervision et des matériels et abonnements de communications associés, système monétique, maintenance et signalétique a été notifié le 17 décembre 2021 pour une durée de 4 ans. Le titulaire encaissera les recettes jusqu'au dernier jour du marché et devra donc les reverser jusqu'à 90 jours après expiration de celui-ci.

Il pourra être mis fin à la présente Convention, avant son terme, dans les conditions fixées à l'article 16.

ARTICLE 4 – NATURE DES OPERATIONS SUR LESQUELLES PORTENT LE MANDAT

Au titre de sa mission et en vertu du présent mandat qui lui est confié, le Mandataire de gestion est habilité à réaliser les opérations suivantes :

- Facturer aux clients l'accès aux bornes de charge dans les conditions prévues par le marché ;
Ces utilisateurs peuvent être les abonnés du service, et en fonction de l'évolution du service, des « clients anonymes », ou des opérateurs de mobilité électrique dont les abonnés utilisent les bornes dans le cadre de l'itinérance entrante ;
- Facturer aux clients les recharges effectuées dans le cadre de l'interopérabilité sortante ;
- Collecter/encaisser auprès des clients décrits ci-dessus les recettes dues au titre de cet accès ;
- Rembourser les recettes encaissées à tort. Par exception à la présente Convention de mandat de recettes, le Mandataire de gestion est autorisé à reverser aux Usagers ou aux opérateurs de mobilité les recettes encaissées à tort qui sont telles que définies par l'article D1611-32-6 du CGCT ainsi qu'il suit :

1° Le remboursement des montants encaissés selon les modalités définies pour chaque prestation par le contrat ou la réglementation qui lui est applicable ;

2° Le reversement des excédents de versement ;

3° La restitution des sommes indûment perçues.

- Recouvrer les impayés éventuels des clients dans les conditions prévues par le marché, étant entendu que le mandataire de gestion ne dispose pas, par le présent Mandat, d'un mandat de justice et qu'il ne saurait donc attirer le client indélicat devant le juge compétent à raison d'un non-paiement à l'échéance d'une facture liée à la charge ;
- Encaisser les subventions sur demande du mandant ;
- Reverser au Mandant les recettes collectées au titre des missions décrites ci-dessus.

Les recettes seront reversées le 20 du mois suivant la fin du trimestre.

Conformément aux termes du marché dont il est titulaire, le Mandataire de gestion garantit la recette au Mandant et est seul responsable du recouvrement. Toutefois, dans un souci de transparence et de retraitements statistiques, il informera le Mandant de toutes les sommes non recouvrées tel que défini ci-après dans les modalités de reddition des comptes.

En outre, dans le cadre de l'itinérance entrante, le Mandataire de gestion est chargé de l'émission et de l'envoi aux opérateurs de mobilité concernés des avis des sommes à payer au titre de l'utilisation du Service de Recharge

par leurs clients, ainsi que de la gestion de la collecte auprès desdits opérateurs de mobilité, des Recettes relatives au Service de Charge.

Le Mandataire de gestion est compétent pour l'accomplissement de ces seules opérations.

ARTICLE 5 – CONTROLES MIS A LA CHARGE DU MANDATAIRE DE GESTION

Conformément à l'article D1611-32-3 du CGCT, il est précisé que le Mandataire de gestion est tenu d'exercer les contrôles suivants :

1 Pour l'encaissement des recettes, le Mandataire de gestion a l'obligation d'exercer les contrôles suivants :

- Un contrôle de la régularité de l'autorisation de percevoir des recettes ;
- Dans la limite des éléments dont il dispose, contrôler la mise en recouvrement des créances et la régularité des réductions et des annulations des ordres de recouvrer.

Pour le remboursement des éventuelles recettes encaissées à tort, la Mandataire de gestion exerce les contrôles suivants :

- Un contrôle de la validité de la dette ;
- Un contrôle du caractère libératoire du paiement.

ARTICLE 6 - EXECUTION DE LA CONVENTION ENTRE LES PARTIES

Conformément à l'article D1611-19 du CGCT, le Mandataire de gestion souscrit une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du mandat.

En application de l'article D1611-20 du CGCT, le Mandataire de gestion fait figurer la dénomination du mandant et la mention qu'il agit au nom et pour le compte du groupement de collectivités propriétaires du Service WiiiZ dans tous les documents qu'il établit au titre du mandat (Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation du Service de Charge WiiiZ, Avis des sommes à payer, courrier divers aux Usagers, ...).

La bonne exécution de la présente Convention est liée à la bonne exécution du marché dont le Mandataire de gestion est titulaire.

Outre les spécifications des pièces constitutives du marché que le Mandataire de gestion et le Mandant se doivent de respecter, il convient de préciser que :

- Le Mandataire de gestion s'engage à proposer des prestations actualisées et conformes à l'ensemble des lois et réglementations nationales et communautaires en vigueur relatives à la prestation décrite dans la présente Convention ;
- Le Mandataire de gestion se reconnaît seul responsable en cas de manquement par lui aux obligations stipulées au présent article. En cas de dommage résultant d'un tel manquement, le Mandataire de gestion convient de renoncer à tout recours contre le Mandant et s'engage à demander une semblable renonciation à son assureur.

ARTICLE 7 – MODALITES DE REVERSEMENT DES FONDS

- Le Mandataire de gestion collecte au nom et pour le compte du Mandant les Recettes du Service de Charge et d'Abonnements associés, réglés par les Usagers ou opérateurs de services de mobilité selon les modalités prévues dans les Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation du Service de Recharge WiiiZ ou dans l'accord d'itinérance entrante conclu avec chaque opérateur de mobilité. Il est précisé que le Prestataire ne collecte et ne reverse pas aux Mandants les sommes correspondantes aux abonnements éventuellement facturés par les opérateurs de service de mobilité à leurs clients. Ensuite, il reverse les recettes brutes correspondant à cette collecte au Mandant selon les modalités définies ci-après :
- Les recettes d'Abonnement au Service de Charge collectées auprès des Usagers sont reversées au Mandant selon les modalités suivantes :
 - o Reversement intégral de la recette issue d'un Usager résidant au sein du territoire du Mandant en question ;
 - o Reversement intégral de la recette issue d'un Usager dont l'adresse de résidence ne se situe sur aucun des territoires des propriétaires des Bornes de recharge WiiiZ, répartie en 5 entre les 5 EPCI, propriétaires du réseau.
 - Les recettes inhérentes au Service de Charge collectées auprès des Usagers et des opérateurs de mobilité, utilisant le service grâce à l'interopérabilité des réseaux, sont reversées en totalité au Mandant en question lorsque les Bornes de recharge utilisées sont situées sur son périmètre.

La tarification de ces services par le Mandataire de gestion sera effectuée à un prix qui sera toujours identique au prix paramétré sur l'Espace Gestionnaire.

Un changement de tarification de l'Abonnement doit être validé par l'ensemble des membres de WiiiZ et ne saurait intervenir en cours de trimestre. Ainsi, une modification de tarif d'Abonnement ne sera applicable que le trimestre suivant la décision du Mandant.

- En cas de divergence entre les tarifs affichés sur les Points de Charge et les tarifs de l'Espace Gestionnaire, les tarifs affichés sur les Points de Charge prévaudront.
- Le Mandataire de gestion émet un avis des sommes à payer au nom et pour le compte de l'EPCI concerné.
- L'avis des sommes à payer établi à l'Usager ou à un opérateur de mobilité par le Mandataire de gestion, sera réglé par le débit du Compte Usager de l'Usager ou du compte bancaire de l'opérateur de mobilité, par carte bancaire ou prélèvement SEPA.
- Les recettes collectées par le Mandataire de gestion ne peuvent donner lieu à placement de sa part.
- Par ailleurs, le compte de dépôt étant ouvert au nom du Mandataire de gestion, le mandataire de gestion agréé pourra être en charge d'assurer la répartition des fonds entre les différents comptes de dépôt le cas échéant et pourra ouvrir un compte en son nom pour les besoins de cette prestation.
- Le rythme de reversement des fonds est trimestriel. Ainsi, le Mandataire de gestion est astreint au reversement des fonds perçus (Abonnements et Services de Charge) le 20 du mois suivant le trimestre concerné, à la caisse du comptable assignataire figurant en annexe 1.
- Conformément à l'article D1611-32-4, afin de retracer ces opérations, le Mandataire de gestion tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des produits et charges constatés et des mouvements de caisse opérés au titre du mandat.

ARTICLE 8 – MODALITES DE GESTION DES IMPAYES

En cas d'impayés, le mandataire de gestion effectue trois relances par email à l'usager. Si l'Usager ne règle pas sa facture à l'issue de ces trois relances, la situation d'impayé est transmise au Mandant pour transfert au Trésor Public concerné.

ARTICLE 9 – MODALITES DE REDDITION DES COMPTES

9.1 - REDDITION INFRA-ANNUELLE DES COMPTES

Le Mandataire de gestion est astreint à une obligation générale de reddition des opérations qu'il a effectuées au nom et pour le compte du Mandant en vue de leur intégration dans la comptabilité du Mandant.

A cette fin, tous les trimestres et au plus tard le 15 du mois suivant le trimestre, le Mandataire de gestion transmet au Mandant, en vue de leur validation par ce dernier avant transmission au comptable pour réintégration dans la comptabilité du Mandant, les justificatifs suivants :

- Un état synthétisant sa gestion de la totalité des Recettes des Abonnements et du Service de Charge pour le trimestre précédent (grand livre et balance des comptes dédiés au service) ;
- Un état récapitulatif détaillé en nombre et en montant, des Abonnements et des Services de Charge effectués par les Usagers le trimestre précédent tel que présenté en annexe 2 sous format Excel ;
- Un état récapitulatif détaillé en nombre et en montant, des Services de Charge effectués par les clients des opérateurs de mobilité le trimestre précédent tel que présenté en annexe 2 sous format Excel ;
- Pour le remboursement des Recettes encaissées à tort, il remet respectivement, pour chacune des causes mentionnées à l'article D1611-32-6 du CGCT, les pièces justificatives suivantes reconnues exactes par le Mandataire de gestion:
 - 1° Un état précisant la nature de la Recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;
 - 2° Un état précisant la nature de la Recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;
 - 3° Un état précisant la nature de la Recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise.

Ces états justifient le montant total des Abonnements et du Service de Charge afin de permettre au comptable public assignataire d'opérer ses contrôles avant intégration dans la comptabilité du Mandant.

L'ensemble de ces justificatifs devront faire apparaître les dates de début et de fin de période à laquelle ils s'appliquent et être transmis par voie dématérialisée sous format Excel aux adresses électroniques transmises par le Mandant. Ils devront être transmis systématiquement en faisant apparaître un état néant si besoin.

9-2 - REDDITION ANNUELLE DES COMPTES

Le Mandataire de gestion opère la reddition de ses comptes une fois par an, pour l'année civile, au plus tard le 31 décembre de l'année suivante. En tout état de cause, le Mandataire de gestion produit des comptes qui retracent la totalité des opérations décrites par nature, sans contradiction entre elles. Selon les besoins propres à chaque opération, ces comptes comportent en outre :

- La balance générale des comptes arrêtée à la date de reddition ;
- Les états de développement des soldes certifiés, par le Mandataire de gestion, conformes à la balance générale des comptes ;
- La situation de trésorerie de la période ;
- L'état des créances demeurrées impayées établies par le débiteur et par nature de produit ;
- Les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes.

Pour le remboursement des éventuelles recettes encaissées à tort, le Mandataire de gestion remet les pièces justificatives suivantes :

- Un état précisant la nature de la recette à rembourser, con mandat et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;
- Un état précisant la nature de la recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;
- Un état précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise.

Ne sont remises à l'occasion de la reddition des comptes que les pièces qui n'ont pas été précédemment produites au titre du reversement des sommes encaissées.

Ces documents devront être produits à l'expiration de la présente Convention quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 10 – SANCTION DE L'INOBSERVATION DES OBLIGATIONS DE REDDITION

En cas de non-production des justificatifs ou lorsque leur contrôle par le Mandant le conduit à constater des anomalies, le Mandant demandera au Mandataire de gestion par lettre recommandée de régulariser la situation dans les 8 jours à compter de la réception du courrier.

A défaut, le Mandant refuse l'intégration des opérations du Mandataire de gestion dans sa comptabilité.

Le comptable public peut également refuser l'intégration des opérations dans la comptabilité du Mandant du fait d'anomalies relevées à l'occasion

de ses contrôles réglementaires ou si les pièces produites ne lui permettent pas d'opérer ces contrôles.

En cas de défaillance ou de retard du Mandataire de gestion au titre de ses obligations de reddition ou dans le versement des fonds, le Mandataire de gestion est astreint à des pénalités financières à hauteur de 50 euros par jour ouvré de retard courant à compter de l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure.

Faute de régularisation de cette situation par le Mandataire de gestion ou faute de reddition de ses comptes par le Prestataire dans les délais contractuels, ce dernier est alors justiciable de la chambre régionale des comptes compétente en qualité de Mandant de fait de fonds publics.

ARTICLE 11 – PRIX, MODALITES DE REMUNERATION DU MANDATAIRE DE GESTION, PAIEMENT ET FACTURATION

11.1 – LES TARIFS

Chaque Abonnement au Service de Charge sera tarifé mensuellement à l'Usager sur la base de la date d'envoi du mail de confirmation de commande. Le montant de cet Abonnement est défini en commun accord de l'ensemble des membres de WiiiZ et ne peut être modifié en cours de trimestre.

Chaque Service de Charge sera tarifé à l'Usager ou aux opérateurs de mobilité pour leurs clients utilisant un Point de Charge aux tarifs pratiqués par le Mandant sur ses Points de Charge et qui seront préalablement enregistrés sur l'Espace Gestionnaire.

Le Mandataire de gestion tiendra une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des produits des charges constatées et des mouvements de caisse opérés au titre de la Convention.

11.2 – L'AVIS DES SOMMES A PAYER

Le Mandataire de gestion établit pour chaque Usager un relevé des transactions effectuées au nom du ou des EPCI concernés, disponible pour ce dernier sur son Espace Usager.

Le relevé des transactions, précise pour chaque titulaire de carte et pour chaque carte :

- La référence de la transaction,
- Le nom de la station,
- La ville,

- La date,
- La durée tarifée,
- Le total tarifé à l'acte.

Le Mandataire de gestion établit pour chaque opérateur de mobilité un relevé des transactions effectuées au titre de l'utilisation du Service de Charge par ses clients dans le cadre de l'itinérance entrante.

Le relevé des transactions, précise pour chaque opérateur de mobilité et pour chaque utilisation du Service de Charge effectuée par ses clients :

- La référence de la transaction,
- Le nom de la station,
- La ville,
- La date,
- La durée tarifée,
- Le total tarifé à l'acte.

11.3 – LA REMUNERATION DU MANDATAIRE DE GESTION

Le Mandataire de gestion reverse la totalité des recettes versées par les clients au Mandant. Les prestations réalisées dans le cadre du Mandat prévu au présent article donnent lieu à la rémunération prévue de 0 %.

ARTICLE 12 – LE RESPECT DU PRINCIPE DE NON-CONTRACTION DES RECETTES ET DES DEPENSES

Toute contraction, pour quelque motif que ce soit, entre les montants à reverser au Mandant et les sommes éventuellement dues au Mandataire de gestion est strictement interdite.

ARTICLE 13 -TVA

Au regard de la TVA, le Mandataire de gestion est traité comme mandataire de gestion transparent. Par conséquent, il n'est pas responsable des opérations de TVA sur les prix facturés pour les Abonnements ou les Services de Charge.

Symétriquement, le Mandant est responsable du versement de la taxe et assumera ses propres obligations au regard de la TVA.

ARTICLE 14 – GESTION DES COMPTES

Le Mandant accède, via l'Espace Gestionnaire, notamment aux informations d'usage et financières suivantes :

- Le relevé de transactions du mois par station et par groupement de collectivités extractible aux formats .csv et .xls ;
- Une partie financière comprenant les remises et les virements.

Le Mandataire de gestion mettra à disposition du Mandant et de chaque groupement de collectivités sur la partie « gestion financière » de son Espace Gestionnaire le récapitulatif de l'activité réalisée sur les Points de Charge pour le mois écoulé, ainsi que le récapitulatif des Abonnements indiquant l'adresse d'envoi de la carte d'abonnement.

Ce récapitulatif mensuel fera notamment apparaître clairement les Recettes d'Abonnements et des Services de Charge collectées par le Mandataire de gestion auprès des Usagers ou des opérateurs de mobilité au titre de l'utilisation des Points de Charge du Mandant par jour et par transaction (décrit en Annexe II).

ARTICLE 15 – INFORMATION DU COMPTABLE DU MANDANT

Le Mandataire de gestion est soumis aux contrôles du comptable public. Ces contrôles s'étendent aux systèmes d'information utilisés par le mandataire de gestion pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

Il est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable public assignataire et le pouvoir Aménageur. Le Mandataire de gestion s'engage à apporter, dans un délai de quinze jours, au comptable public toute information et toute justification que ce dernier sollicitera concernant l'exécution de la Convention.

ARTICLE 16 - DONNÉES PERSONNELLES DES USAGERS

Le Mandant est propriétaire des données relatives à l'identité des Usagers. Ces données lui seront transmises par le Mandataire de gestion.

ARTICLE 17 – RESILIATION

L'une ou l'autre des Parties pourra résilier tout ou partie de la Convention en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le délai de trente (30) jours, sans préjudice de tous dommages et intérêts qu'elle pourrait lui réclamer.

La Convention serait résiliée de plein droit après reddition finale des comptes si le Mandataire de gestion venait à être résilié au titre du marché public de fourniture, d'installation et de mise en service de Bornes de recharge.

Fait à
Valbonne, le

Pour le Mandant,

Monsieur Jean LEONETTI
Président de la C.A.S.A

Pour le Mandataire de gestion,

Madame Christelle VIVES,
Directrice Générale d'IZIVIA

ANNEXE 1

COORDONNEES BANCAIRES DU COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE

A ajouter

ANNEXE 2

REDDITION DES COMPTES TRIMESTRIELLE : ETAT DETAILLE

Période : Trimestre T1 2022

A rapprocher des charges
effectuées

Date d'encaissement	Montants financiers encaissés (TTC)	Nombre de factures
01/01/2022	300	12
02/01/2022	400	10
04/01/2022	200	3
06/01/2022		
...		
25/03/2022	300	3
26/03/2022	300	4
27/03/2022	400	5
28/03/2022	200	10
29/03/2022	300	12
30/03/2022	400	14
31/03/2022	200	12
Total encaissements trimestre	3 000	85
Total frais bancaires trimestre	-	50
Net à verser trimestre	2 950	

ANNEXE 3

EXEMPLE D'AVIS DES SOMMES A PAYER USAGER

Chaque facture comportera en entête la mention suivante :

« IZIVIA agit en tant que mandataire de gestion des Communautés d'agglomération du Pays de Grasse, de Cannes Pays de Lérins, de Sophia-Antipolis et d'Esterel-Côte d'Azur Agglomération ainsi que de la Communauté de communes Alpes d'Azur, pour le service de charge WiiiZ ».



FACTURE

Izivia agit en tant que mandataire des Communautés d'Agglomération du Pays de Grasse, du Pays de Lérins et de Sophia-Antipolis pour le service de charge WiiiZ.

Facture n°2022W000015817
Date 01/01/2022

Montant fixe mensuel	5,00 ⁰⁰ €
Charges	160,83 ⁴³ €

TOTAL HT	165,83 €	TOTAL TTC 199€
TVA (20 %)	33,17 €	

Vous trouverez le détail de vos consommations sur les pages suivantes de cette facture.

NOUS CONTACTER

**Pour tout
renseignement**
www.wiiz.fr

**Contacter notre
service client**
service-client@wiiz.fr
04 22 480 406
(Lundi à vendredi, 9h-18h)

Pour nous écrire
IZIVIA, Service WiiiZ,
Immeuble Le Colisée
10 Avenue de l'Arche
92419 Courbevoie Cedex

Acte à classer**CC_2022_032**

1	2	3	4
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL_1_2022-03-30T16-12-13.00 (MI236543788)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220321-CC_2022_032-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : IRVE - Renouvellement du marché - Convention de gestion de recettes 2022-2026

Date de décision : 21/03/2022



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 7. Finances locales
7.1. Decisions budgetairesActe : 99_DE-006-240600585-20220321-
CC_2022_032-DE-1-1_1.PDF

Multicanal : Non

Pièces jointes :

99_DE-006-240600585-
20220321-CC_2022_032-
DE-1-1_2.PDF

Type PJ : 99_DE - Délibération



Imprimer la PJ avec le tampon AR

Groupe émetteur de l'acte : TOUS

Classer

Annuler

Préparé

Date 30/03/22 à 16:12

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Transmis

Date 30/03/22 à 16:12

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Accusé de réception

Date 30/03/22 à 16:17